

• (4.30 p.m.)

La dictature économique a été aussi dénoncée par le grand pape Pie XI, en 1931, dans son encyclique sur les problèmes économiques et sociaux en des termes assez sévères alors qu'il disait, et je cite:

Ce qui, à notre époque, frappe tout d'abord le regard, ce n'est pas seulement la concentration des richesses, mais encore l'accumulation d'une énorme puissance d'un pouvoir économique discrétionnaire aux mains d'un petit nombre d'hommes qui, d'ordinaire, ne sont pas les propriétaires, mais les simples dépositaires et gérants du capital qu'ils administrent à leur gré. Ce pouvoir est surtout considérable chez ceux qui, détenteurs et maîtres absolus de l'argent, gouvernent le crédit et le dispensent selon leur bon plaisir.

Cela se retrouve même au niveau du gouvernement.

Par là, ils distribuent en quelque sorte le sang à l'organisme économique dont ils tiennent la vie entre leurs mains, si bien que sans leur consentement, nul ne peut plus respirer.

Cela est tellement vrai que des projets sérieux et urgents sont remis d'année en année, justement à cause du manque d'argent, de ce sang économique qui doit servir la nation plutôt que de l'exploiter.

Je suis profondément étonné de constater que beaucoup de gens qui ont la facilité de communiquer avec le public sont impitoyables dans leur critique de l'activité des hommes politiques. On les condamne facilement. On est dur pour les hommes politiques, mais ces mêmes personnes sont d'une timidité étonnante dès qu'il s'agit de l'ordre économique établi du système financier, de notre système monétaire. On dirait que toute leur ardeur s'épuise à censurer l'ordre politique, mais le régime de la bourse, de la coulisse, de la spéculation, des trusts, de la concurrence effrénée, de l'accaparement, de la collusion, de la publicité malhonnête, de la commission sournoise, du commerce détraqué par l'avidité des intermédiaires sans scrupules, elles n'osent y toucher. Cependant, il faudrait le faire afin de réparer et transformer le tout.

Monsieur l'Orateur, notre régime capitaliste, tel qu'on le connaît, sera réformé par des hommes d'ordre. Et je pense que dans cette enceinte on peut facilement comprendre que chacun de nous travaille à l'instauration d'un régime d'ordre. Malheureusement, il se trouve, à l'extérieur, des éléments de désordre, qui sont en train de transformer notre système économique. Il s'agit d'un petit groupe qui réussit à réaliser cette transformation, mais qui veut le faire dans le désordre, et c'est à la Chambre qu'il incombe de travailler à cette transformation dans la paix et dans l'ordre.

Or, notre système risque d'être détruit par des hommes de désordre si nous ne nous en préoccupons pas. A nous de choisir pendant qu'il en est encore temps. Une chose est certaine: c'est que notre système ne peut demeurer ce qu'il est aujourd'hui, surtout dans le secteur de la distribution, alors que la production est assurée en abondance par la main des hommes, par la science, par les machines et les découvertes. Cette accumulation de production, face aux besoins, dès qu'il y a une partie de la population dont les besoins ne sont pas satisfaits, constitue une injustice qui incite les Canadiens à écouter ceux qui prêchent la violence et le désordre.

Je pense qu'il est grand temps que l'on réagisse si l'on ne veut pas subir le sort que certains pays ont déjà connu.

En janvier 1969, à Londres, le très honorable premier ministre (M. Trudeau), en réponse à un journaliste qui lui

[M. Lambert.]

demandait quelle serait la solution aux problèmes économiques du Canada, déclarait froidement qu'il favorisait le vrai communisme comme solution idéale.

J'espère que la presse a mal rapporté ses paroles, car, en tant que Canadiens, nous avons autre chose à faire que de travailler à instaurer chez nous un régime communiste qui n'a donné aucun résultat satisfaisant dans les autres pays. Pourtant l'histoire nous enseigne que partout où il existe un régime communiste, il s'est installé par un très petit nombre de révolutionnaires.

Dans une encyclique, Pie XI disait, et je cite:

Que l'organisme économique et social sera sainement constitué et atteindra sa fin, alors seulement qu'il procurera à tous et à chacun de ses membres, tous les biens que les ressources de la nature et de l'industrie ainsi que l'organisation vraiment sociale de la vie économique ont le moyen de leur procurer, ces biens doivent être assez abondants pour assurer à tous et à chacun une honnête subsistance.

Monsieur l'Orateur, personne n'en demande davantage. Nous voulons que le plus petit, le plus faible de la société, soit assuré d'un minimum de biens qui puisse lui garantir une honnête subsistance. Voilà l'objectif vers lequel nous devrions tous tendre avec ardeur. Le discours du trône traite de ce sujet lorsqu'il définit ce que peut être notre société. En effet, on peut lire ce qui suit:

- une société au sein de laquelle la diversité humaine devient un atout et non une entrave;
- une société au sein de laquelle la liberté individuelle et l'égalité des chances demeurent les plus précieuses de tous les biens;
- une société au sein de laquelle le bonheur de vivre se mesure en termes qualificatifs et non quantitatifs;
- une société qui encourage la créativité, l'audace, l'ingéniosité et l'initiative, non pas froidement et de façon impersonnelle à des fins de stricte utilité, mais avec chaleur et cordialité, comme entre amis.

Voilà la définition énoncée dans le discours du trône, que je fais mienne. Si le gouvernement, avec le concours du Parlement canadien, peut réussir à atteindre cet objectif de la «société juste», bien organisée, je pense que nous aurons, par le fait même, réglé un bon nombre des problèmes actuels.

Jacques Maritain a dit que tous les hommes avaient un droit égal à l'utilisation des biens terrestres.

La famille constitue la cellule vitale de la société et le véritable but des activités économiques est d'assurer le vrai bien commun, c'est-à-dire un revenu minimum nécessaire.

Les fruits de la production actuelle et future proviennent en grande partie d'un capital social accumulé depuis des générations et dont les fruits doivent être distribués d'une façon «sociale» à chaque membre de la société, comme il y a droit.

L'avènement de l'automatisation fait que le travail, qui était autrefois la principale source de revenu, devient de moins en moins nécessaire. Voilà pourquoi nous avons des centaines de chômeurs qui, à cause de notre système économique actuel, n'ont pas le droit de participer aux fruits de la production, parce qu'ils n'y ont pas participé par leur travail manuel.

Des économistes et des sociologues américains ont déclaré, dans une lettre ouverte adressée à l'ancien président des États-Unis, que la première condition pour éviter un désordre économique et social sans précédent, alors que la production libère le travail humain sans réussir à en tirer parti utilement, c'est d'assurer à chaque individu un revenu minimum garanti.